

[print](#)

## Le Mali, la France et les extrémistes

De [Tariq Ramadan](#)

Global Research, janvier 22, 2013

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/le-mali-la-france-et-les-extremistes/5320056>

Le monde observe, et la classe politique française semble unanime sur le principe d'une intervention militaire au Nord du Mali contre les « islamistes », « jihadistes », « extrémistes ». D'aucuns reprochent certes au gouvernement de s'être engagé seul mais ils estiment « juste » la décision de mener une action militaire. Le Président français, François Hollande, qui semblait perdu au cœur d'un gouvernement confus, redore son blason et se refait une image d'homme d'Etat, de chef de guerre, qui veut « détruire l'ennemi », « l'empêcher de nuire ». C'est donc au Nord du Mali que la France voit se refléter, enfin, l'image d'un Président fort, déterminé, installé à Paris.

Il faut commencer par le commencement et prendre une position claire. L'idéologie et les pratiques des réseaux et groupuscules salafi jihadistes et extrémistes sont à condamner de la façon la plus ferme. Leur compréhension de l'islam, leur façon d'instrumentaliser la religion et de l'appliquer en imposant des peines physiques et des châtiments corporels de façon odieuse est inacceptable. Encore une fois la conscience musulmane contemporaine, et internationale, doit s'exprimer haut et fort, le dire et le répéter, cette compréhension et cette application de l'islam sont une trahison, une horreur, une honte et les premiers à devoir s'y opposer devraient être les musulmans eux-mêmes et les Etats des sociétés majoritairement musulmanes. Politiquement, intellectuellement et avec toute la force de leur conscience et de leur cœur. Cette position ne doit souffrir aucune compromission.

A cette ferme position de principe, il faut ajouter l'analyse géostratégique et éviter de confondre la clarté de la position morale avec la naïveté d'une position politique binaire simpliste : être contre les extrémistes jihadistes reviendrait-il donc forcément à être en accord avec la politique française dans la région ? L'expression « Etre avec nous ou contre nous » de George W. Bush est fondamentalement fausse et dangereuse dans sa substance autant que dans ses conséquences. Derrière l'engagement « noble » de la France aux côtés des peuples africains en danger, il demeure certaines questions qu'il faut poser explicitement. L'Occident en général, et la France en particulier, a oublié les peuples pendant des décennies sous les dictatures tunisiennes, égyptiennes et libyennes avant de chanter les louanges des « révolutions », du « printemps arabe » et de la liberté. En Lybie, l'intervention humanitaire avait des aspects troubles, des parfums d'intérêts pétroliers et économiques peu dissimulés, voire assumés.

Quelques mois plus tard, la France interviendrait au Nord du Mali pour le bien du peuple, avec cette seule intention de protéger ce pays « ami » du danger des extrémistes désormais alliés des rebelles touaregs. Voire. L'absence de données économiques et géostratégiques dans la présentation politique et médiatique des faits est troublante. On ne dit rien, en sus, de l'histoire longue, et plus récente, des alliances de la France avec les gouvernements maliens successifs. Tout se passe comme si la France exprimait soudain sa solidarité politique de façon gratuite, généreuse et sans calcul. Or dans les coulisses des bouleversements politiques récents, la France n'a eu de cesse d'interférer, de faire pression, d'écarter les acteurs maliens gênants (politiques ou militaires) et de créer des alliances utiles,

aux sommets de l'Etat comme sur les terrains tribal, civil et militaire. Amadou Toumani Touré, renversé par un coup d'Etat le 22 mars 2012, a été grandement fragilisé et isolé après la chute du colonel Kadhafi. Il semble avoir payé le prix de sa politique vis-à-vis du Nord et de ses vues quant à l'attribution des futurs marchés d'exploitation pétrolière. Les liens (parfois difficiles) de la France avec l'organisation sécessionniste, « Le Mouvement National de Libération d'Azawad » (MNL), ne sont un secret pour personne et permettaient d'établir une zone de fracture entre le Sud et le Nord du Mali bien utile à la lumière des visées d'exploitation de richesses minières très prometteuses. La présence de l'Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et son alliance avec les tribus touaregs dans le Nord a été, depuis 3 ans (et davantage encore dans les faits), un autre facteur justificatif de la présence militaire française dans la région (et qui s'est proprement officialisée depuis le lancement de « la guerre » il y a quelques jours).

Le gouvernement français et les responsables des multinationales du gaz et du pétrole ont toujours, officiellement, relativisé ou minimisé les découvertes en matière de ressources minières dans la région sahélienne entre la Mauritanie, le Mali, le Niger et l'Algérie (on a même parlé de « mirage malien »). Pourtant les données sont bien plus connues et certifiées qu'on ne le laisse entendre et Jean François Arrighi de Casanova, le directeur Afrique du Nord de Total, n'a pas hésité à parler « d'un nouvel Eldorado » avec d'immenses découvertes gazières et pétrolifères. La région n'a pas moins de cinq bassins des plus prometteurs. Le bassin de Touadenni, à la frontière mauritanienne, a déjà révélé l'importance de ses ressources. Il faut y ajouter les bassins du Tamesna et des lullemeden (frontaliers avec le Niger), le bassin de Nara (proche de Mopti) et le graben de Gao. L'Autorité pour la Recherche Pétrolière (AUREP) confirme le potentiel du sous-sol du nord Mali en matière de ressources minières (essentiellement gaz et pétrole). Le Mali, la Mauritanie, l'Algérie et le Niger sont les premiers concernés et – avec la chute du colonel Kadhafi – les perspectives d'exploitation se sont ouvertes pour les compagnies françaises (au premier chef Total), italiennes (ENI) et algérienne (Sipex, filiale de Sonatrach) qui ont déjà investi plus de 100 millions de dollars (selon les estimations) en études et forages malgré les difficultés dues à l'aridité et à l'insécurité. Le peuple ami malien vaut bien que l'on défende son sang, sa liberté et sa dignité quand on sait, accessoirement, ce que peut recéler son désert de gaz et de pétrole. Ce ne sont pas les ressources minières du nord du Mali qui sont un mirage mais bien la réalité de la décolonisation.

Certaines questions ne sont-elles pas légitimes au demeurant ? Nul ne peut nier l'existence de groupes violents extrémistes et radicalisés qui ont une compréhension coupable et inacceptable de l'islam. Nous l'avons dit, il faut les condamner. Il faut constater que ces groupes ont des stratégies politiques contradictoires et ont une fâcheuse tendance à s'installer aux lieux exacts où les ressources minières sont un enjeu capital. On le savait en Afghanistan (dans une région immensément riche de pétrole, gaz, or, lithium, etc.) et voilà – on ne comprend pas bien pourquoi – que les « fous » extrémistes s'installent dans le Sahel malien pour y appliquer leur « shari'a » inhumaine et si peu islamique. Dans le Sahel désertique ! Que l'on nous entende bien, il n'y a pas doute sur l'existence de ces groupuscules extrémistes mais il y a des questions légitimes sur leur infiltration possible (les services de renseignements américains, comme européens, ont admis faire usage de l'infiltration en s'appuyant sur des agents instigateurs). Leurs lieux d'installation et leurs méthodes d'opération pourraient bien être encouragés et orientés : on le savait avec George W.Bush, on le voit au Mali, on peut faire un usage utile « des terroristes ». Un chef militaire malien nous disait son trouble lors de notre dernière visite : « On a ordre de les exterminer, de les 'détruire' (sic), même quand ils sont désarmés. Pas de prisonniers ! On fait tout

pour les rendre fous et les radicaliser ». Etonnante stratégie de guerre en effet. Plus largement, le Canard Enchaîné révèle que l'allié de la France, le Qatar, aurait signé un accord avec Total – quant aux exploitations du Sahel – et, paradoxalement, soutiendrait financièrement et logistiquement des groupes radicalisés tels que « les insurgés du MNLA (indépendantistes et laïcs), les mouvements Ansar Dine, Aqmi et Mujao (djihad en Afrique de l'Ouest) ». Si les faits sont avérés, s'agirait-il d'une contradiction ? Ou alors d'une façon d'encourager et de pousser les pyromanes (extrémistes) afin de rendre utile, nécessaire et impérative l'action des pompiers (français) ? Une répartition des rôles entendue, particulièrement efficace, et tellement cynique.

Le monde observe et la récente prise d'otages en Algérie va davantage encore mobiliser les sentiments nationaux en soutien de l'opération militaire. Des otages américains, anglais, norvégiens, etc. et ce sur le sol algérien : les enjeux dépassent désormais la France. Le peuple malien se réjouit en majorité mais beaucoup ne sont pas naïfs : la France amie est surtout amie de ses intérêts et sa façon d'intervenir sélectivement (en Lybie ou au Mali et non en Syrie ou en Palestine) n'est pas nouvelle. La politique biaisée de la « France-Afrique » est terminée nous disait-on, les colonisations politique et/ou économique ont fait long feu, l'heure de la liberté des peuples, de la dignité des nations et de la démocratie a sonné ! Il faudrait donc que l'on adhère béatement à cette hypocrisie générale. Il faut dénoncer les extrémistes, il faut condamner leurs actions et l'instrumentalisation de la religion et des cultures mais vient un jour où il faut aussi regarder les responsabilités en face. Aux Etats africains et arabes qui oublient les principes élémentaires de l'autonomie et de la responsabilité politiques (et ceux du respect de la dignité de leur peuple) ; aux élites africaines et arabes, et à nous tous, qui sommes si peu capables de proposer une vision claire de l'indépendance politique, économique et culturelle ; aux peuples qui se laissent emporter par les émotions populaires et les mirages « des puissance amies »... à nous tous, politiques, intellectuels et citoyens préoccupés par la dignité et la justice dans les pays du Sud, il faut renvoyer le miroir de notre responsabilité ultime quant à ce qui advient sous nos yeux. La « destruction » des extrémistes jihadistes du Nord du Mali n'est pas une promesse de liberté du peuple malien mais, à long terme, une forme sophistiquée d'aliénation nouvelle. Pourtant, jamais comme aujourd'hui les forces de résistance des pays du « Global South » (avec les mouvements politiques et intellectuels engagés au Nord), jamais ces forces, disions-nous, n'ont eu autant d'opportunités d'ouvrir d'autres horizons et une marche nouvelle vers leur liberté.

On ne voit rien aujourd'hui que cette euphorie, cette célébration ou ce silence, face à l'action libératrice de la France et de la « communauté internationale » qui unanimement la soutient. Comme si le Moyen Orient et l'Afrique avaient accepté d'être soumis encore devant les dernières cartouches tirées par cet Occident meurtri et mourant de ses doutes et des crises économiques, politiques et identitaires qui le traversent. Le meilleur service que l'Afrique peut se rendre à elle-même, et à l'Occident, ce n'est pas de plier face à la nostalgie et aux délires de puissance de ce dernier, mais de lui résister avec dignité et cohérence au nom des valeurs même que l'Occident et la France défendent et qu'ils trahissent pourtant quotidiennement au gré de leurs politiques mensongères et hypocrites en Amérique du Sud, en Afrique comme en Asie. Le Nord du Mali est un révélateur qui donne la chair de poule : voilà un peuple qui chante sa libération politique laquelle est associée à son nouvel enchainement et étouffement économiques ; voilà des politiques et des intellectuels africains ou arabes qui sourient et applaudissent (conscients ou inconscients, naïfs, arrivistes ou compromis). L'hypocrisie et la lâcheté de ces derniers n'est somme toute que le miroir de l'hypocrisie et de la manipulation des grandes puissances occidentales. Rien de nouveau sous le ciel

des colonies.

Copyright © 2013 Global Research